



**Brève histoire
de l'anarchisme
pour les nuls
en 44 pages**

René Berthier

monde-nouveau.net

René Berthier

**BRÈVE HISTOIRE
DE L'ANARCHISME
POUR LES NULS
EN 44 PAGES**

**Cercle d'études libertaires
Gaston-Leval
cel-gl@orange.fr**

monde-nouveau.net

© René Berthier 2020

Brève histoire de l'anarchisme

pour les nuls en 44 pages

René Berthier

L'histoire de l'anarchisme commence au XIX^e siècle par la conjonction de deux faits :

1. Sur le plan pratique : la création, par les ouvriers d'Europe et d'Amérique, de leurs premières organisations de résistance et de lutte.

2. Sur le plan théorique : L'élaboration, par Pierre-Joseph Proudhon, d'une pensée ouvrière préconisant la séparation totale du prolétariat d'avec la bourgeoisie et l'État.

Par « conjonction de deux faits », il faut comprendre que ces deux faits sont survenus à peu près au même moment sans que l'un puisse être considéré comme la cause de l'autre.

L'Association internationale des travailleurs

En 1864 se crée à Londres l'Association internationale des travailleurs, à l'initiative de syndicalistes anglais (trade-unionistes) et de militants

proudhoniens français. Cette organisation se développa progressivement et suscita au sein de la classe capitaliste une réelle frayeur. Les États du continent exercèrent une répression sans faille contre les sections ouvrières du continent, envoyant souvent la troupe pour tirer sur les grévistes, comme ce fut le cas en Belgique contre les mineurs du Borinage. Loin de décourager les ouvriers, la répression renforça l'Internationale, dont la fonction était avant tout d'organiser la solidarité ouvrière au-delà des frontières, grâce à des caisses de secours, notamment.

On ne peut pas encore parler d'« anarchisme », mais les ingrédients sont bien là : les travailleurs doivent lutter pour leur émancipation intégrale en s'organisant totalement en dehors de toute ingérence de l'État et du Capital. L'héritage de Proudhon, mort en 1865, est bien là également. Lorsque Bakounine adhéra à l'AIT en 1868, il reprit cet héritage en le radicalisant.

Différents courants cohabitaient au sein de l'Internationale, mais rapidement se manifesta une opposition entre les partisans de deux « projets » :

- Ceux qui voulaient maintenir la forme syndicale à l'Internationale, c'est-à-dire une organisation qui rassemble les travailleurs sur la base de leur rôle dans le processus de production (Bakounine et ses amis) ;

- Ceux qui voulaient inciter la classe ouvrière à s'emparer du pouvoir par les élections et se constituer en partis politiques nationaux (Marx et ses amis).

La première option conduisait à l'affirmation de l'Internationale comme outil exclusif de lutte du

prolétariat sous le régime capitaliste, puis comme organisateur de la société dans la société libérée de l'exploitation. Ce rôle d'organisateur était possible grâce à la double structuration de l'Association internationale des travailleurs : verticale par les syndicats implantés dans les entreprises, géographique par les « sections centrales » implantées sur le lieu d'habitation.

La seconde option impliquait la transformation de l'Association internationale des travailleurs en instrument politique et sa subordination au parti.

Marx n'a jamais été, dans l'AIT, que le représentant d'une hypothétique fédération allemande, mais il finit par assumer le contrôle du Conseil général de l'AIT (établi à Londres) et à y exercer un pouvoir hors de proportion avec sa « base ouvrière », qui était inexistence en fait, dans la mesure où il n'y eut jamais de fédération allemande dans l'Internationale.

Au centralisme de Marx, Bakounine et ses camarades opposaient le fédéralisme, c'est-à-dire un système d'organisation fondé à la fois sur l'autonomie des sections et sur leur coordination – un principe qui sera appliqué par la Commune de Paris en 1871.

Encore une fois, on ne peut pas encore parler d'anarchisme, mais de même que les ingrédients théoriques se trouvaient chez Proudhon, les ingrédients pratiques se retrouvent dans les descriptions que fait Bakounine du mouvement ouvrier de son époque – description qui préfigure de manière étonnante ce que sera peu après le syndicalisme révolutionnaire et l'anarcho-syndicalisme. Au congrès de Bâle de l'AIT,

en septembre 1869, 63% des délégués se regroupent autour des thèses de Bakounine, contre 31% seulement pour Marx.

Pour Marx, cette situation n'est pas acceptable : aussi met-il en place une série d'intrigues pour faire exclure Michel Bakounine et son plus proche compagnon, James Guillaume, puis la fédération jurassienne tout entière, dont les deux hommes étaient membres. Le congrès de La Haye (septembre 1872), lors duquel Bakounine et James Guillaume furent exclus, est un monument de falsification de mandats et de manipulations.

Le Congrès de Saint-Imier

En réponse, la Fédération jurassienne convoqua aussitôt à Saint-Imier, en Suisse, un congrès extraordinaire international auquel participèrent toutes les fédérations constituées, lesquelles désavouèrent les décisions de La Haye qui avaient exclu Bakounine et James Guillaume. Le congrès modifia les statuts de l'organisation et décida que celle-ci poursuivrait son existence. Il est convenu d'appeler cette Internationale « maintenue » l'Internationale « anti-autoritaire ».

Marx et Engels répliquèrent en excluant toutes les fédérations qui n'acceptaient pas les décisions de La Haye : en d'autres termes ils exclurent de la Première Internationale la totalité du mouvement ouvrier organisé dans l'Internationale ! A la suite de cela, l'AIT « marxienne » disparut de la circulation. En réalité, c'est Marx et ses amis qui scissionnèrent.

C'est à partir du congrès international de Saint-Imier que commença à apparaître l'anarchisme,

dont la toute récente Fédération italienne se réclamait déjà. Ce congrès affirma que « l'autonomie et l'indépendance des fédérations et sections ouvrières sont la première condition de l'émancipation des travailleurs ». Le congrès proposa en outre la conclusion d'un « pacte d'amitié, de solidarité et de défense mutuelle entre les fédérations libres » établissant entre elles une correspondance directe et une défense solidaire, pour « le salut de cette grande unité de l'Internationale ».

Le congrès déclara enfin que « la destruction de tout pouvoir politique est le premier devoir du prolétariat », que « toute organisation d'un pouvoir politique soi-disant provisoire et révolutionnaire pour amener cette destruction ne peut être qu'une tromperie de plus et serait aussi dangereuse pour le prolétariat que tous les gouvernements existants aujourd'hui » et que « les prolétaires de tous les pays doivent établir, en dehors de toute politique bourgeoise, la solidarité de l'action révolutionnaire ».

La constitution de l'AIT dite « anti-autoritaire » à Saint-Imier en 1872 n'est pas une *nouvelle* AIT, comme on peut le lire souvent dans les publications bourgeoises et marxistes, et aussi malheureusement parfois, dans la littérature anarchiste. L'AIT « anti-autoritaire » est la même AIT, constituée lors d'un congrès extraordinaire qui décida de rejeter les décisions du congrès ordinaire précédent et qui modifia ses statuts.

La branche fédéraliste, dite encore « antiautoritaire » de la Première Internationale a été fortement implantée en Italie, en Espagne, en Suisse, en Belgique, en France, avec des groupes moins

nombreux aux États-Unis, en Argentine et en Uruguay, et plus marginalement en Allemagne et dans les pays nordiques. Une fédération anglaise, dont Marx avait découragé la création, apparut après le congrès de La Haye. C'est d'abord à travers l'AIT que le mouvement anarchiste a pris racine.

L'AIT « anti-autoritaire » survécut encore quelques années après le congrès de Saint-Imier puis, en 1878, il fut décidé de ne plus convoquer de nouveaux congrès : beaucoup de choses avaient changé au niveau des mentalités, mais aussi de la société de l'époque.

C'est avec la fin de l'Association internationale des travailleurs que commence à proprement parler l'histoire du mouvement anarchiste en tant que mouvement politique spécifique.

Mais c'est aussi à cette période que se constitue, au sein du mouvement « anti-autoritaire », la séparation entre deux courants, l'un de caractère syndicaliste, l'autre de caractère politique, spécifiquement anarchiste : autrement dit le syndicalisme révolutionnaire et le communisme anarchiste.

Bakounine avait toujours dit que l'Internationale ne devait pas avoir de programme obligatoire parce que le mouvement ouvrier international n'était pas homogène du point de vue de son développement. Ce n'est que progressivement qu'un programme pourrait émerger, par le débat d'idées. Imposer un programme unique conduirait inévitablement les différents courants à tenter d'imposer leur propre programme et, finalement à scissionner, et alors, disait le révolutionnaire russe, il y aurait « autant d'Internationales que de programmes ». L'AIT devait

absolument se focaliser sur sa tâche de regrouper le prolétariat de tous les pays en une seule organisation et mettre en œuvre la solidarité internationale.

La fracture au sein du mouvement « anti-autoritaire » – qui existait depuis quelques années – se concrétisa au congrès de Verviers (septembre 1877) lorsque ceux qui se disaient maintenant clairement anarchistes firent adopter à l’AIT un programme anarchiste, faisant ainsi ce que Bakounine reprochait à Marx de vouloir faire. D’organisation de classe recrutant sur la base du rôle des adhérents dans le processus de production, comme dans les syndicats, l’AIT dite « anti-autoritaire » était devenue une organisation affinitaire, une organisation politique, qui recrutait sur la base de l’accord sur un programme.

Attentats

L’Association internationale des travailleurs avait développé l’idée de « propagande par le fait », mais il ne s’agissait pas du tout de terrorisme ou d’action violente. La propagande par le fait, c’était la propagande par l’exemple, par la réalisation d’initiatives constructives : création de syndicats, de bibliothèques, de bourses du travail, d’écoles, de coopératives, etc. Bakounine avait préconisé la propagande par le fait, mais certains militants anarchistes avaient interprété l’expression de manière tout à fait différente, dans le sens d’action violente.

C’est ainsi que l’expression a été appliquée à la période des attentats anarchistes, une période pourtant

très courte, mais qui a définitivement identifié l'anarchisme au terrorisme et aux bombes.

Cette période peut s'expliquer par plusieurs causes. D'abord, nous sommes dans la période qui suit l'écrasement de la Commune de Paris, qui a été suivie par l'exécution de dizaines de milliers de Communards, l'envoi d'innombrables autres au bagne, y compris les enfants. Au lendemain de la Commune, le 22 mai 1871, Adolphe Thiers télégraphie aux préfets de la nouvelle République française : « Le sol est jonché de leurs cadavres ; ce spectacle affreux servira de leçon. »

Une période de terreur de masse a suivi la mise en place d'un gouvernement qui réprimait férocement toute personne accusée d'appartenir à l'Internationale. C'est aussi une période d'oppression inimaginable, lors de laquelle toute contestation de l'ordre établi valait une condamnation. C'est une période de grande misère dans la classe ouvrière, où le patronat et ses sbires, les ingénieurs et les contremaîtres, avaient tout pouvoir et faisaient preuve un arbitraire total sur le lieu de travail. C'est une période où voler un lapin valait huit ans de prison.

Inévitablement, une telle situation oppressive suscitait des réactions viscérales. Des réactions spontanées de rage poussaient les travailleurs à défenestrer un ingénieur, à revolvériser un contremaître. Pour la police, ces attentats tombaient bien car ils étaient systématiquement mis sur le compte des anarchistes. Les anarchistes en vérité n'ont pas inventé la pose de bombes, ils ne firent que reprendre les pratiques spontanées du prolétariat.

Par ailleurs, lorsqu'on examine la cinquantaine d'attentats répertoriés en France pendant la période 1881-1914, et qui font une vingtaine de morts, *parfois dans des conditions atroces*, peu d'entre eux peuvent réellement être attribués aux anarchistes. L'imbécillité et le goût du pathos de quelques militants transformèrent les auteurs de ces attentats en héros pour qui on composa des chansons. Et dans l'affaire on oublie que Ravachol ne fut pas jugé et exécuté pour ses attentats, mais parce qu'il avait assassiné dans des conditions horribles un vieillard de 90 ans.

Quelques-uns de ces attentats sont d'un amateurisme surprenant, beaucoup ratent leur cible, certains se font exploser avec leur propre bombe. Le compte des morts consécutifs aux attentats dits anarchistes s'accroît d'une dizaine si on ajoute ceux de la bande à Bonnot.

Les attentats qualifiés à tort ou à raison d'anarchistes tuèrent beaucoup plus d'innocents travailleurs que de juges, de patrons ou d'hommes d'État. Mais ils tuèrent aussi beaucoup moins de monde que le capitalisme et l'État à la même période.

L'une des principales motivations des attentats était incontestablement la vengeance. Pour venger Ravachol, l'anarchiste Meunier fit exploser le 25 avril 1892 une bombe qui tua un ouvrier typographe et un restaurateur, qui moururent dans *d'atroces souffrances*. Émile Henry commit un attentat pour venger Vaillant. L'anarchiste argentin Simon Radowitzky fit 21 ans de prison pour l'assassinat de Ramon Lorenzo Falcon, chef de police responsable d'un massacre d'ouvriers lors de la manifestation du 1^{er} mai organisée par la FORA. Vengeance encore en

1923, quand Kurt Wilckens tua le lieutenant-colonel Varela, responsable de l'assassinat de 1 500 ouvriers agricoles grévistes en Patagonie.

Si les attentats dits « anarchistes » stimulaient un romantisme révolutionnaire malsain chez certains, ils agaçaient en vérité beaucoup l'écrasante majorité des anarchistes, ceux qui se battaient contre le Capital et l'État dans les entreprises et dans leurs quartiers. C'est ainsi qu'en 1913 eut lieu à Paris un congrès visant à l'unification du mouvement anarchiste français. Ce congrès, totalement occulté par le procès de la bande à Bonnot, qui se déroulait en même temps, fut marqué par une ferme prise de distance à la fois avec l'individualisme et le terrorisme.

On connaît les conséquences tragiques de deux autres attentats : en 1914 le nationaliste serbe Gavrilo Princip abat l'archiduc François-Ferdinand d'Autriche ; en 1933 le militant hollandais d'ultra-gauche, membre de l'Opposition ouvrière de gauche (LAO) Marinus van der Lubbe met le feu au Reichstag de Berlin. Dans ces deux cas, il serait naïf de croire que si les responsables de ces actes s'étaient abstenus, les événements qui suivirent – déclaration de la guerre en 1914 et accession de Hitler au pouvoir en 1933 – n'auraient pas eu lieu.

Orphelins d'Internationale

Lorsque l'AIT « anti-autoritaire » eut disparu, de nombreux militants se trouvèrent « orphelins » d'Internationale. Ils s'obstinèrent à se sentir toujours attachés à la grande famille socialiste et continuèrent de participer aux congrès socialistes internationaux

organisés par la social-démocratie – ce que la plus grande partie des ouvriers socialistes ne contestaient pas. Mais en 1891, lorsque les anarchistes voulurent participer aux congrès de Paris et de Bruxelles, leur présence donna lieu à de violentes contestations. Une grande partie des délégués ouvriers anglais, hollandais et italiens, scandalisés par ce comportement, se retirèrent. Ne se sentant cependant pas encore assez forts, les socialistes ne firent voter aucune mesure sur la question parlementaire. C'est au congrès de Zürich, en 1893, qu'ils crurent s'en tirer en faisant voter une motion qui disait notamment que « toutes les chambres syndicales seront admises au prochain congrès ; [ainsi que] les partis et groupements socialistes qui reconnaissent la nécessité de l'organisation des travailleurs et de l'action politique ».

A cette époque le fossé entre anarchisme et social-démocratie ne s'était pas encore irrémédiablement creusé. Il était fréquent qu'en Europe dans les années 1880 des militants ou des groupes socialistes locaux basculent vers l'anarchisme. C'est le cas en France, en Allemagne, en Angleterre, aux Pays-Bas, en Italie. C'est le débat sur l'opportunité de participer à l'action électorale qui est en général le déclencheur de ces mouvements. Il ne s'agissait donc pas là d'un débat académique entre Bakounine et Marx mais d'un problème que les militants se posaient réellement, souvent après en avoir fait concrètement l'expérience. La résolution socialiste de 1893, qui exigeait des socialistes qu'ils « emploient tous leurs efforts » à l'action parlementaire, rendue de ce fait obligatoire, renvoyait

à la marge les anarchistes, mais elle marginalisait également nombre de socialistes opposés au parlementarisme, ainsi que ceux pour qui l'action parlementaire n'était *qu'une option parmi d'autres*, et ceux qui en avaient fait l'expérience et ne la jugeaient pas concluante.

C'est en 1896 que la rupture définitive se fit. Expulsés par la porte en 1893, les anarchistes revinrent par la fenêtre en 1896, au congrès de Londres... en tant que délégués de syndicats. Sur les quarante-trois délégués ouvriers français, vingt étaient des anarchistes notoires, dont Émile Pouget et Fernand Pelloutier... Il fallut trois jours de bataille, que les socialistes gagnèrent de justesse, pour que passe une résolution excluant des congrès futurs les groupements, même corporatifs, qui n'acceptaient pas la nécessité du parlementarisme. Désormais, les deux courants du socialisme vont se trouver en opposition permanente.

Journée de 8 heures

Si l'AIT avait préconisé la réduction du temps de travail, les premiers combats pour la journée de huit heures eurent lieu aux États-Unis : des centaines de milliers d'ouvriers firent grève pour cette revendication dans les années 1880. Le 3 mai 1886 à Chicago, un meeting se fit violemment disperser par la police : il y eut des morts et des blessés. Une manifestation de protestation fut organisée, lors de laquelle une bombe tua des manifestants et un policier. Cinq anarchistes, dont plusieurs n'étaient pas à la manifestation, furent condamnés à mort pour cela.

Une immense vague de solidarité internationale eut lieu qui conduisit à l'instauration du 1^{er} mai comme journée du souvenir et de la lutte ouvrière.

C'est en 1906 qu'en France une grève générale fut organisée par la CGT pour la journée de huit heures. Cette grève se solda par l'arrestation de nombreux militants syndicalistes, mais aussi de nombreux anarchistes. Le célèbre anarchiste italien Malatesta, enthousiaste, était venu participer à cette manifestation, mais il repartit très déçu en constatant que la journée de huit heures ne fut pas obtenue du premier coup. Cette attitude est révélatrice du fossé qui séparait le syndicalisme révolutionnaire d'une partie du mouvement anarchiste, incapable de voir qu'une revendication d'une telle importance n'aboutit jamais du premier coup.

Pourtant, dans de nombreuses entreprises, cette grève eut d'importants « effets collatéraux », dont on parle rarement, en termes d'augmentation de salaires mais aussi de réduction de temps de travail.

Un autre événement contribua à confirmer Malatesta dans son opinion défavorable envers le syndicalisme : le congrès anarchiste international d'Amsterdam, en 1907. Ce congrès est surtout connu pour son débat « historique » entre le jeune Pierre Monatte et le vétéran Errico Malatesta. Il s'agit de savoir si l'organisation syndicale suffit comme organisation révolutionnaire, si le syndicat est la cellule de base de la société future, ou s'il est foncièrement réformiste, ou encore s'il doit être doublé d'une organisation anarchiste « spécifique ».

Malatesta revint du congrès d'Amsterdam avec la conviction renforcée que le syndicalisme était par

nature réformiste, et c'est sans doute après ce congrès que Monatte commença à se détacher clairement du mouvement anarchiste. En vérité, la lecture des actes du congrès d'Amsterdam révèle qu'il y eut un autre débat, sans doute aussi important, sinon plus : faut-il ou non s'organiser ? Une question que Bakounine ne se serait jamais posée, mais qui est révélatrice de l'état du mouvement anarchiste international de l'époque.

Anarchistes contre les syndicats

A la fin du XIX^e siècle de nombreux anarchistes étaient actifs dans les syndicats, mais certains d'entre eux, sans doute les plus « visibles », ceux qui écrivaient dans les publications du mouvement, considéraient que le travail des anarchistes dans les syndicats n'était pas utile, voire qu'il était nuisible. D'autres pensaient que les anarchistes n'avaient pas à développer à l'intérieur de l'organisation de masse une stratégie cohérente et concertée. Il s'agissait au mieux d'utiliser le mouvement syndical comme lieu dans lequel on fera de la « propagande anarchiste », bref, pour recruter. Cette absence de vision globale aura des conséquences dramatiques une dizaine d'années plus tard, après la révolution russe, parce qu'elle va empêcher les syndicalistes de la CGT et les anarchistes d'organiser la résistance à la pénétration bolchevique dans l'organisation syndicale.

En France, la fin de l'Association internationale des travailleurs avait été suivie d'une « génération perdue » : pendant une trentaine d'années le souvenir de l'Internationale fédéraliste et celui de Bakounine

s'étaient estompés. Cette période, marquée par les attentats, vit se développer des courants multiples et hétéroclites se réclamant de l'anarchisme : individualismes sous diverses formes, amour-librisme, végétarisme, insurrectionnalisme, etc., chacun affirmant que seule *leur* approche, à l'exclusion des autres, pourra permettre l'émancipation de l'humanité.

Alors que l'anarchisme est une doctrine politique globale dont le champ de réflexion englobe la société dans ses différentes manifestations, la révolution, une théorie de la connaissance, etc., certains anarchistes jouèrent au charcutier avec la doctrine et la débitèrent en tranches de saucisson ; ils décidèrent d'extraire un aspect particulier du corps de doctrine principal et de ne mettre l'accent que sur un aspect partiel de cette doctrine.

Alors que chez Proudhon et Bakounine il y a une réflexion extrêmement élaborée sur l'individu, sur la liberté individuelle, mais une réflexion liée à leur doctrine globale, on créa un anarchisme-individualisme à part entière comme voie exclusive vers l'émancipation.

D'autres allèrent chercher chez Bakounine ce que celui-ci dit sur l'insurrection et déclarèrent : « Ce n'est que par l'insurrection qu'on va pouvoir émanciper l'humanité !!! » Or si chez Bakounine on trouve une activité insurrectionnelle indéniable – il a participé à quatre insurrections –, il a toujours insisté sur le fait qu'elle n'est qu'un aspect de l'activité révolutionnaire et que seul un mouvement de masse du prolétariat organisé peut aboutir au succès.

D'autres dirent que ce n'est que par l'éducation qu'on va émanciper l'humanité, d'autres le

végétarisme, l'espérantisme, le nudisme, l'amour libre, etc.

En vérité, l'anarchisme, comme mouvement émancipateur, inclut l'ensemble de ces « tranches de saucisson » : il ne peut pas se concevoir sans l'éducation de la classe ouvrière, sans envisager dans certains cas et sous certaines conditions une activité insurrectionnelle, sans affirmer fortement la nécessité d'émanciper l'individu, sans insister sur l'égalité des sexes, sans exclure la possibilité de reconsidérer nos habitudes alimentaires, sans affirmer la liberté sexuelle, etc. L'anarchisme c'est tout cela *en même temps*.

L'anarchisme en tant que doctrine se fonde sur l'idée que la société préexiste à l'individu et que c'est celle-ci qui permet à l'individu, dans certaines conditions, de se développer et de s'épanouir. L'anarchisme individualiste affirme au contraire que l'individu ne peut s'épanouir que contre la société. On comprendra que la même doctrine ne peut pas se fonder sur deux postulats antagoniques.

Pourtant, quoi qu'on en pense, le courant individualiste, qui soutenait la plupart du temps les partisans des attentats, exista bel et bien de la fin du XIX^e siècle jusqu'à la Seconde guerre mondiale, malgré ses multiples formes, son caractère souvent insaisissable. Les partisans de ce courant jouèrent souvent un rôle très négatif : en participant à des attentats, en tentant d'empêcher le mouvement de s'organiser, en contribuant à forger auprès de l'opinion publique l'image que l'anarchisme se réduisait à l'individualisme et aux attentats.

Il y eut cependant dans ce courant des hommes et les femmes qui jouèrent un rôle décisif dans des sphères peut-être peu fréquentées par les anarchistes dits « sociaux », en particulier pour revendiquer le droit à la contraception, à l'avortement, dans la lutte antimilitariste, etc. – bien que ces champs d'action n'aient pas été du domaine exclusif des anarchistes individualistes.

Il faut cependant dire que la plupart des militants et militantes anarchistes, à la fin du XIX^e siècle et au début du XX^e, ceux qui étaient les moins « visibles » parce qu'ils ne se trouvaient pas dans les comités de rédaction des journaux libertaires et parce qu'ils devaient gagner leur vie dans les usines, les ateliers et les bureaux, se trouvaient aux premiers rangs de la lutte des classes dans le combat contre le patronat. Ces militants-là ne faisaient pas beaucoup de bruit, mais ils étaient bien présents, même si d'autres anarchistes considéraient que leur activité dans les syndicats était négative.

Le syndicalisme révolutionnaire

James Guillaume, le compagnon de Bakounine – vivant maintenant à Paris et qui était très proche du mouvement syndicaliste révolutionnaire, commença à publier à partir de 1903 des textes de Bakounine tombés dans l'oubli. En 1907 – le mouvement syndicaliste révolutionnaire est en plein essor – est publié *Politique de l'Internationale*, que Bakounine avait écrit en 1869. Cet article contribua à secouer le mouvement anarchiste. Un débat âpre s'engagea : dans un premier temps, les anarchistes furent

enthousiastes, car ils considéraient que ce texte démontrait que le syndicalisme révolutionnaire, c'était *l'anarchisme en actes*. Mais les militants syndicalistes révolutionnaires (parmi lesquels il y avait énormément d'anarchistes) commencèrent à développer l'idée que le syndicat suffisait à tout, ce qui signifiait clairement que les partis, mais aussi les groupes anarchistes, n'étaient pas utiles. Peu à peu, les anarchistes en vinrent donc à rejeter les syndicats, à les accuser d'être intrinsèquement réformistes et à reprocher aux anarchistes de se « perdre » dans l'action syndicale.

Pourtant, les anarchistes avaient joué un rôle essentiel dans les débuts du mouvement syndical. S'ils n'avaient pas fondé les bourses du travail, ils contribuèrent de manière décisive à leur renforcement lorsqu'elles se constituèrent en fédération en 1902 et lorsque Fernand Pelloutier en prit la direction. Ce même Pelloutier avait lancé en 1899 sa « Lettre aux anarchistes » pour inciter ceux-ci à s'investir dans le mouvement ouvrier. Beaucoup d'entre eux avaient répondu à son appel – en tout cas ceux qui n'étaient pas *déjà* dans le mouvement syndical : en effet, la CGT d'alors comptait de nombreux anarchistes anonymes et pour un Émile Pouget qui participe dès 1879 à la création d'un syndicat dans le Textile, de nombreux autres restèrent oubliés de l'histoire. Ce même Émile Pouget devint plus tard secrétaire adjoint de la CGT.

Les syndicalistes révolutionnaires et les anarchistes de la CGT, en dignes héritiers de Proudhon et de Bakounine, affirmaient la nécessité d'organiser le prolétariat en dehors de l'influence de

la bourgeoisie et des partis politiques. Cette indépendance du mouvement syndical, qui avait déjà été proclamée dans des textes précédents, vit sa confirmation dans une résolution votée en 1906 au congrès d'Amiens, connue sous le nom de « charte d'Amiens ». La résolution d'Amiens avait pour but de contrer les menées des socialistes de tendance guesdiste qui voulaient faire passer une motion qui aurait conduit à la subordination du syndicat au parti. La Charte d'Amiens, votée à une très grande majorité (donc également par les anarchistes), était dans la continuité totale de l'Internationale fédéraliste ; elle affirmait en substance que le syndicat, aujourd'hui groupement de résistance contre le patronat et l'État, serait demain chargé de l'organisation de la société émancipée de l'exploitation.

Cependant, il faut rectifier ce qui me paraît être une erreur d'interprétation sur la question de la charte d'Amiens. Alors qu'elle est présentée comme le texte exposant le plus clairement les principes du syndicalisme révolutionnaire, comme le texte marquant en quelque sorte l'apogée du syndicalisme révolutionnaire, je pense au contraire qu'elle est un texte de compromis que les courants révolutionnaires de la CGT (anarchistes et syndicalistes révolutionnaires) furent obligés d'accepter. En effet, le courant réformiste dans la confédération se renforçait considérablement, et de plusieurs manières : d'une part des fédérations entières, contrôlées par les réformistes, avaient adhéré à la CGT et contribuaient à renverser les rapports de forces. Ensuite, par le jeu de l'électivité des mandats, les élus révolutionnaires étaient progressivement remplacés par des

réformistes. Enfin, une série d'échecs importants dans des grèves à partir de 1907-1909 contribuèrent à affaiblir le courant syndicaliste révolutionnaire. Si celui-ci, et en particulier le courant anarchiste, conservaient encore une certaine force, cette force déclinait inexorablement. Au déclenchement de la guerre en 1914, il n'est plus possible de qualifier encore la CGT de « syndicaliste révolutionnaire ».

La charte d'Amiens en vérité, fut un compromis auquel les révolutionnaires furent contraints de se soumettre pour tenter de préserver au moins la notion d'indépendance syndicale, mais aussi pour éviter une scission des réformistes. Mais en réalité, lorsqu'on lit les commentaires très satisfaits des dirigeants socialistes sur le congrès d'Amiens, on comprend que celui-ci fut en fait une défaite des révolutionnaires et, malgré tout ce qu'on a pu en dire, l'acte établissant la division du travail entre syndicats et partis, division à laquelle les anarchistes de la CGT et les syndicalistes révolutionnaires s'étaient toujours opposés. Rappelons les propos du guesdiste Victor Renard, qui déclara peu après Amiens, que « les anarchistes qui prédominent à la CGT ont consenti à se mettre une muselière ¹ ».

D'autres organisations syndicales, qui apparurent dans le monde à la même époque, adoptèrent des lignes différentes : en Argentine, la FORA, et en Espagne la CNT, étaient des organisations syndicales qui avaient le communisme libertaire pour objectif. A Cuba, le mouvement anarchiste était très fortement

¹ « L'anarchosyndicalisme, l'autre socialisme », Jacky Toublet, Préface à *La Confédération générale du travail* d'Émile Pouget, Éditions CNT Région parisienne, 1997.

implanté dans le mouvement syndical. Les anarchistes cubains publièrent leur premier journal en 1886. En Chine des étudiants qui avaient étudié en France diffusèrent les idées anarchistes : les libertaires étaient très implantés dans le sud du pays et jouèrent un grand rôle dans les grandes grèves de Canton en 1927. Le mouvement anarchiste et anarcho-syndicaliste était puissant en Bulgarie, il contribua grandement dans la lutte contre l'occupation turque en insistant sur la dimension sociale de l'émancipation. Ils firent de même pendant la Seconde guerre mondiale : dès 1945 ils tiraient un hebdomadaire à 30 000 exemplaires. Les anarchistes et anarcho-syndicalistes chinois, bulgares et cubains furent liquidés par le pouvoir communiste.

Les IWW (Industrial Workers of the World) se développèrent également aux États-Unis, au Chili, en Afrique du Sud, en Australie. En Suède, la SAC, organisation très minoritaire, se battait contre l'hégémonie de la centrale réformiste, LO.

Soutien à la révolution russe

La révolution russe fut un événement d'une portée énorme pour le mouvement ouvrier international, et en particulier pour le mouvement libertaire et syndicaliste révolutionnaire, dont le soutien enthousiaste était fondé sur ce que les militants pouvaient savoir sur les événements qui se déroulaient en Russie – c'est-à-dire pas grand-chose, à l'époque. Beaucoup de militants pensaient que les soviets étaient des sortes de bourses du travail et que Lénine était un bakouninien... Il régna donc pendant un

moment une certaine confusion, puisque en mai 1920 la police française arrêta des dirigeants d'une « Fédération communiste des soviets » et d'un « Parti communiste », tous deux de tendance... anarchiste !

Peu à peu pourtant, les informations filtrèrent et la réalité du régime apparut – à ceux qui voulaient voir, en tout cas. Les anarchistes furent les plus rapides à ouvrir les yeux mais dans le mouvement syndicaliste révolutionnaire se produisit une profonde coupure. En effet, à l'initiative du parti bolchevik s'était créée une Internationale communiste et son pendant syndical, l'Internationale syndicale rouge. Fallait-il les soutenir ? Une partie du courant syndicaliste révolutionnaire avec Pierre Monatte était favorable à l'adhésion à l'Internationale syndicale rouge, une autre partie avec Pierre Besnard y était opposée. Cette division fut favorable aux communistes, qui purent ainsi prendre la direction de la CGT-U, une scission de la CGT.

A ce moment-là les informations sur la situation en Russie étaient devenues accessibles, et ceux des syndicalistes révolutionnaires qui soutinrent l'adhésion à l'Internationale syndicale rouge le firent en parfaite connaissance de cause.

Des organisations syndicalistes révolutionnaires avaient participé au congrès de fondation de l'Internationale communiste : la FAUD allemande, la CNT espagnole, l'USI italienne... Les délégués de ces organisations, prenant connaissance de la répression subie par le mouvement ouvrier et paysan russe, refusèrent d'adhérer. Il fut donc décidé de constituer en 1922 à Berlin une nouvelle organisation internationale dans l'esprit de celle de 1864, et qui

s'appellerait également Association internationale des travailleurs. Treize organisations y étaient adhérentes, représentant un million et demi de travailleurs.

Les organisations qui acceptèrent d'adhérer à l'Internationale syndicale rouge furent toutes, après un moment, « bolchevisées », contrôlées par les partis communistes qui s'étaient créés. Pierre Monatte lui-même, suivant la logique de ses choix, adhéra au Parti communiste français qui avait besoin de la caution de figures historiques du syndicalisme pour attirer les travailleurs. Mais il en fut très rapidement exclu lorsqu'on n'eut plus besoin de lui.

La fracture que connut le mouvement syndicaliste révolutionnaire entre les partisans de l'Internationale syndicale rouge et les opposants aboutit à la fondation, en 1926, d'une organisation nouvelle, la CGT-syndicaliste révolutionnaire (CGT-SR) avec Pierre Besnard et ses amis. Le meurtre en 1924 de deux militants anarcho-syndicalistes par des communistes, lors d'un meeting, fut l'une des causes de cette création. La CGT-SR n'eut jamais d'effectifs importants – 15 000 dans la meilleure période – mais elle fut très active et joua un grand rôle dans le soutien aux libertaires espagnols pendant la guerre civile.

Les anarchistes en Russie

Les anarchistes jouèrent un rôle décisif pendant la révolution russe, dans les soviets, parmi les soldats, et surtout dans les comités d'usine. Mais ils ne furent jamais suffisamment organisés et unis pour jouer un rôle de premier plan. En outre les divisions qui, en Europe, marquèrent le courant syndicaliste du

mouvement et le courant anarchiste communiste, se reproduisirent également en Russie. C'est en Russie qu'apparut pour la première fois le terme « anarcho-syndicaliste ». Les anarchistes se trouvaient nombreux parmi les marins de Kronstadt qui s'opposèrent au pouvoir bolchevik, réclamant la liberté de propagande pour toutes les organisations de gauche, des soviets libres, l'égalité des rations alimentaires entre bolcheviks et non-bolcheviks, etc. L'insurrection de Kronstadt fut réprimée sauvagement par le pouvoir communiste.

Il en fut de même en Ukraine, où existèrent deux mouvements insurrectionnels importants : celui dirigé par Nestor Makhno, surtout dans les campagnes, et celui de Maryusa Nikiforova, surtout dans les villes. Maryusa Nikiforova joua un rôle déterminant, en tant que combattante, dans la Révolution et dans la guerre civile qui lui succéda. Elle contribua largement, par ses discours enflammés devant un auditoire de plus de 10 000 marins, à rallier les marins de Kronstadt à la révolution, le 3 juillet 1917. Alors qu'elle était à l'époque plus connue que Makhno, elle fut expurgée de l'histoire de cette période, à la fois par les communistes et par les anarchistes, sauf par Makhno, qui lui rendit hommage. Écrasé par l'armée rouge, Makhno, blessé, réussit à s'enfuir et s'installa en France. Nikiforova fut capturée par les Blancs et exécutée, en même temps que son mari, le 16 septembre 1919.

Les échecs du mouvement anarchiste en Russie poussèrent les anarchistes russes et ukrainiens à tenter de reconsidérer de fond en comble la théorie, l'organisation et la stratégie du mouvement anarchiste

afin de l'adapter au contexte moderne de l'époque. Voline, qui fut aux côtés de Makhno, tenta une « synthèse » des différents courants du mouvement anarchiste. Sébastien Faure également, mais dans un tout autre esprit. Makhno et son compagnon Archinov rédigèrent une « plateforme organisationnelle » qui fut très mal accueillie en Europe occidentale, où elle fut considérée comme étant trop inspirée par le bolchevisme.

Mentionnons encore la part déterminante des anarchistes dans les mouvements des conseils en Allemagne, où existait la FAUD, une organisation qui eut jusqu'à 200 000 adhérents, en Italie où le syndicalisme révolutionnaire organisait, dans l'USI, 150 000 travailleurs, et en Hongrie où apparut un important mouvement des conseils dans lequel les anarchistes étaient très présents : l'anarchiste Gustav Landauer, commissaire à l'éducation de la Commune de Munich, fut assassiné en 1919, peu après Rosa Luxemburg et Karl Liebknecht. Le poète Erich Mühsam fit des années de prison et mourut dans un camp de concentration en 1934.

Espagne

L'Espagne fut un terrain où l'anarchisme avait maintenu de manière permanente sa présence depuis l'implantation des sections de l'AIT par les bakouniniens, pratiquement sans discontinuer de 1868 jusqu'au coup d'État fasciste de juillet 1936. Le mouvement libertaire y était alors présent sous la forme d'une organisation de masse qui joua un rôle déterminant dans le combat contre Franco. Le

mouvement ouvrier révolutionnaire avait donc 70 ans d'expérience de lutte et d'organisation. Une révolution ouvrière et paysanne répondit au coup d'État fasciste en prenant en main l'ensemble de l'économie, agriculture comprise, dans les zones qui n'étaient pas occupées par les fascistes, c'est-à-dire la moitié du pays.

L'anarcho-syndicalisme espagnol regroupait une grande partie du prolétariat militant d'Espagne. Ce sont les groupes d'assaut de la CNT et de la FAI et, de manière plus marginale, ceux du POUM, qui portèrent un coup d'arrêt au coup d'État fasciste de Franco, le 19 juillet 1936, qui ont pris les casernes, occupé les points stratégiques et armé la classe ouvrière. C'est à l'initiative de la CNT que la production, aussi bien dans l'industrie que dans l'agriculture, a pu être organisée, permettant un combat de trois ans qui, en fin de compte fut perdu : mais il reste que l'Espagne est le seul cas historique où un prolétariat organisé a pu casser les armes à la main – provisoirement, certes – la montée du fascisme.

L'anarcho-syndicalisme espagnol parvint à organiser presque instantanément la production industrielle et agricole socialisée dans les régions où il était implanté et qui ne tombèrent pas aux mains des franquistes, essentiellement : le Levant, la Catalogne (un des principaux centres industriels avec le Nord-Ouest) et l'Aragon où, sur une population de 433 000 habitants, dans la zone républicaine, il y eut 200 000 paysans regroupés dans des collectivités agricoles. L'UGT joua un rôle indéniable dans ce processus, comme alliée de la CNT, jusqu'à ce qu'elle tombe sous le contrôle des communistes.

C'est par des années d'expérience de la lutte au sein de la CNT que le prolétariat a pu être matériellement et idéologiquement prêt à faire face à cette situation. Les militants anarcho-sindicalistes espagnols n'avaient cessé de rappeler aux travailleurs et aux paysans qu'ils auraient un jour à se battre pour défendre leurs intérêts et la cause du socialisme, et qu'ils devaient pour cela s'organiser dans leurs syndicats pour reprendre à leur compte la production. Et lorsque, pour des raisons tactiques et pour ne pas rompre une « unité antifasciste » que les autres composantes de la République bafouaient sans vergogne, la direction du mouvement libertaire tenta de freiner la collectivisation de l'économie que la classe ouvrière et la paysannerie avaient mise en place, les prolétaires espagnols surent ne pas tenir compte de ces injonctions.

En Espagne, ce n'est que parce que les militants de la CNT, soutenus souvent par ceux de l'UGT, ont réussi à organiser rapidement la production industrielle et agricole sur des bases collectivistes et libertaires que l'effort de guerre a pu être soutenu pendant près de trois années – quels que soient par ailleurs les avatars militaires de cette guerre. Alors qu'en Russie les bolcheviks furent incapables de résoudre la contradiction entre les campagnes et les villes, en Espagne la plus grande partie des terres furent socialisées, ce qui permit l'approvisionnement des villes. Sans l'organisation de masse d'un million d'adhérents que constituait la CNT, le fascisme se serait installé dans toute l'Espagne en juillet 1936. A ce moment-là, les effectifs communistes étaient insignifiants.

On peut disserter sans fin sur la question de savoir si l'échec de l'anarchisme espagnol est ou n'est pas dû à la nature intrinsèque de l'anarchisme. Pourtant, l'examen du contexte international d'alors est plus convainquant. Le cycle révolutionnaire qui avait commencé avec la fin de la Première guerre mondiale et la révolution russe s'achevait à la veille de la Seconde guerre mondiale. Or les anarcho-syndicalistes espagnols avaient à affronter beaucoup d'ennemis et ils n'avaient aucun allié. Franco, activement soutenu par Hitler et Mussolini les frappait en face. Mais ils étaient frappés dans le dos par Staline qui faisait tout pour empêcher le succès d'une révolution qu'il ne contrôlait pas. Ils étaient également frappés en biais, pourrait-on dire, par les démocrates bourgeois. La neutralité du Front populaire français, qui refusa de livrer les armes dont les travailleurs espagnols avaient besoin, est aussi à prendre en considération. C'est donc déjà un miracle que les ouvriers et paysans espagnols aient pu tenir trois ans ².

Après la Seconde guerre mondiale

La Seconde guerre mondiale eut des conséquences catastrophiques pour le mouvement libertaire. Les organisations anarchistes et anarcho-syndicalistes qui se trouvaient dans les pays où s'était implanté le fascisme furent littéralement exterminées : l'Espagne

² Les Brigades internationales avaient une fonction tout à fait symbolique. L'Espagne révolutionnaire ne manquait absolument pas d'hommes mais d'armes.

où la CNT eut jusqu'à 1,5 million d'adhérents, le Portugal où existait une CGT anarcho-syndicaliste forte de 200 000 adhérents, l'Italie. Dans tous les pays d'Amérique latine où des dictatures militaires parvinrent au pouvoir, les anarchistes et les anarcho-syndicalistes furent liquidés ou entrèrent dans la clandestinité, d'innombrables militants furent exécutés, emprisonnés, torturés ou durent s'exiler.

Dans les pays de l'Est, tout mouvement libertaire disparut avec l'occupation soviétique. Partout, l'anarchisme comme force organisée fut réduit à presque rien ; le communisme d'obéissance russe ou chinoise devinrent pendant longtemps les seules voix d'opposition au capitalisme. Pourtant, comme après la Commune de Paris, la flamme de l'anarchisme couvait sous la braise. De petits groupes de militants n'avaient jamais cessé de se réunir, de publier, de diffuser les idées et de donner l'exemple par leurs pratiques.

Les militants exilés maintenaient le contact avec ceux de l'« intérieur », c'est-à-dire ceux qui étaient restés après l'instauration du fascisme ou des dictatures militaires – malgré les conflits inévitables que ce genre de situation engendre. Les directions en exil prétendaient assumer la direction du mouvement intérieur, tandis que ceux qui étaient restés au pays entendaient être les seuls à décider des stratégies à mettre en place, continuant avec opiniâtreté à s'organiser dans la clandestinité et à mener des luttes. Ce fut le cas en particulier de l'Espagne : lorsque Franco mourut, l'anarchisme et l'anarcho-syndicalisme reparurent, pas avec la même force que dans les années 30, et divisés : il existe

aujourd'hui en Espagne une CNT et une CGT anarcho-syndicalistes, cette dernière étant la troisième force syndicale du pays.

En France l'après-guerre fut marquée par des soubresauts importants liés à la reconstruction du mouvement anarchiste. Dès la guerre finie, une CNT française se constitua en se réclamant de la continuité de la CGT-SR.

Mai 68 vit le mouvement libertaire français relativement impuissant et incapable de profiter de l'élan révolutionnaire. La Fédération anarchiste connut alors une série de départs en cascade, conduisant à la création de l'Organisation révolutionnaire anarchiste (1967-1976). Au sein de l'ORA se constitua en 1974 une tendance, l'Union des travailleurs communistes libertaires. En 1976, l'ORA exclut l'UTCL et se rebaptisa Organisation communiste libertaire (OCL). L'UTCL se constitua en organisation en 1978, puis fusionna avec l'Organisation Combat anarchiste (OCA). En 1986 un Collectif des jeunes libertaires se crée, qui se rapprochera de l'UTCL. Ces deux organisations se dissolvent en 1991 et fondent Alternative libertaire.

La Fédération anarchiste, existante depuis la guerre, est l'organisation la plus stable, bien qu'elle ait connu elle aussi des départs : en 2002 quelques groupes du Sud de la France se défédèrent pour créer la Coordination des groupes anarchistes. Mais cette organisation connaît elle aussi des départs : plusieurs groupes la quittent en 2015 à la suite d'une crise interne, l'organisation perdant son journal, *Infos et analyses libertaires*.

Peu après les grèves de 1968, tentant de faire le bilan de la carence du mouvement, se constitua une organisation anarcho-syndicaliste, l'Alliance syndicaliste, qui fut une coordination des militants libertaires dans le mouvement syndical.

La chute du mur de Berlin et l'implosion des régimes communistes en Europe de l'Est n'a que peu profité au mouvement libertaire, alors qu'elle a permis une expansion incroyable de l'idéologie néolibérale, faisant tomber une chape de plomb sur les esprits.

Depuis les années 1990 on assiste à l'émergence de mouvements sociaux qui ont développé des pratiques « libertaires » : assembléisme, refus des partis, des hiérarchies syndicales, anti-globalisation, etc. L'extension importante des mouvements de contestation s'organisant de manière « horizontale » et opposés à leur récupération par les partis politiques, montre que les « choses réelles » se passent en dehors de toutes les organisations révolutionnaires « officielles », y compris anarchistes : le défi pour le mouvement anarchiste d'aujourd'hui est de ne pas manquer le coche, comme en 1968, et de montrer la validité de ses orientations.

En mars 2015, des désaccords idéologiques ont poussé des groupes de Perpignan, Toulouse, Carcassonne, Comminges à poursuivre leur chemin de leur propre côté, au sein de l'*Organisation Anarchiste*, continuant d'éditer à ce jour le journal *Infos&Analyses Libertaires*, qui avait été celui de la CGA jusqu'en 2015.

Enfin, lors d'un congrès fondateur tenu en juin 2019, Alternative libertaire (AL) et la Coordination des groupes anarchistes (CGA) décident de fusionner

après un an de discussions. Pour mémoire, Alternative libertaire était le successeur de l'Union des travailleurs communistes libertaires fondée en 1991, et la CGA, fondée en 2002, était une scission de la Fédération anarchiste. La nouvelle organisation se réclame du syndicalisme d'action directe et du communisme libertaire.

Quel avenir pour le mouvement libertaire ?

Il ne fait pas de doute que le mouvement libertaire ne fera pas la révolution tout seul, que si un grand bouleversement social a lieu, il devra compter avec la présence d'autres organisations, voire d'autres projets politiques, faire des compromis et contracter des alliances.

Il est possible que la lutte des classes dans les formes qu'elle adopte aujourd'hui suscite des formes de lutte et d'organisation qui ne correspondent plus aux schémas auxquels nous étions habitués (ce processus a d'ailleurs largement commencé) et que les combats de l'avenir se fassent en dehors des organisations libertaires « traditionnelles » et sans les militants qui s'accrochent à des schémas dépassés.

Les anarchistes pensent que l'action militante quotidienne devrait être la préfiguration du modèle de société émancipée qu'ils entendent bâtir. Leur opposition à l'activité électorale n'est pas une opposition métaphysique. Ils entendent parfaitement les arguments avancés par la « gauche radicale » pour justifier les invraisemblables efforts consacrés à cette activité, sans aucun espoir de succès : « nous faire

connaître », « faire entendre notre voix », « nous compter », etc. Nous pensons que ces efforts sont vains, une perte de temps et d'énergie, et un énorme facteur de démoralisation des militants. Nous pensons que cette stratégie consiste à légitimer le système dominant et son mode de fonctionnement auprès de gens à qui il faut au contraire montrer que ce système et son fonctionnement constituent une impasse. *Tous* les partis socialistes, au début de leur histoire, ont affirmé qu'ils ne présentaient des candidats que pour « faire de la propagande ».

Une société libertaire est une société fonctionnant de manière libertaire, non une société peuplée exclusivement de libertaires « purs jus ». Nous ne savons pas comment sera la révolution de demain, celle qui, enfin, libérera les forces de la société et permettra à celle-ci de marcher vers son émancipation. Sans doute prendra-t-elle des formes totalement inattendues. Ce ne sera probablement pas une révolution dans le sens où on l'entend habituellement. Peut-être sera-t-elle la conséquence d'une catastrophe écologique d'une ampleur jamais vue. Peut-être sera-t-elle le résultat d'une succession d'évolutions marquées par des soubresauts violents. Peut-être aurons-nous une révolution qui ne sera pas le fait des « producteurs », dont on est bien obligé de voir qu'ils sont enfermés dans des carcans syndicaux et politiques paralysants, qu'ils n'ont pas beaucoup de cohérence interne et qu'ils n'ont même plus la première des conditions définies par Proudhon pour

manifesté une capacité politique : la conscience d'eux-mêmes³.

Peut-être aura-t-on affaire à une révolution des consommateurs dont l'instrument de lutte ne sera pas la *grève générale des producteurs*, mais le *boycott général des produits*.

Errico Malatesta disait que « la révolution anarchiste que nous voulons dépasse de beaucoup les intérêts d'une classe : elle se propose la libération complète de l'humanité actuellement asservie, au triple point de vue économique, politique et social ». Je pense que le mouvement révolutionnaire d'aujourd'hui doit comprendre qu'il doit montrer aux classes moyennes qu'elles ont tout intérêt à une transformation radicale des bases de la société : il doit intégrer un discours cohérent en direction des couches moyennes car elles représentent une fraction très importante de la population.

Pierre Besnard avait parfaitement vu les choses : dans *Les syndicats ouvriers et la révolution sociale*, il

³ Cf. Proudhon, *Capacité politique des classes ouvrières* (1864). Proudhon définissait les trois étapes que devait traverser la classe ouvrière pour parvenir à la capacité politique : 1. Avoir conscience d'elle-même, au point de vue de ses rapports avec la société et avec l'État et comme être collectif distinct de la classe bourgeoise. 2. Posséder une « idée », une notion « de sa propre constitution ». 3. La capacité de « déduire, pour l'organisation de la société, des conclusions pratiques qui lui soient propres ». A la dernière question, il répond par la négative : la classe ouvrière n'est pas encore en mesure de créer l'organisation qui permette son émancipation. (Proudhon meurt au moment même où se constitue l'AIT.) A l'époque, Proudhon pensait que la classe ouvrière remplissait la première et la deuxième condition, mais pas la troisième. On peut dire qu'aujourd'hui, une très grande partie de la classe ouvrière n'en est même plus à la première étape.

donne une définition de la classe ouvrière qui intègre en fait 75 ou 80 % de la population :

« ...l'ouvrier de l'industrie ou de la terre, l'artisan de la ville ou des champs – qu'il travaille ou non avec sa famille –, l'employé, le fonctionnaire, le contremaître, le technicien, le professeur, le savant, l'écrivain, l'artiste, qui vivent exclusivement du produit de leur travail appartiennent à la même classe : *le prolétariat*⁴. »

Besnard ajoute que ce constat vaut aussi pour ceux qui ne *veulent pas* être considérés comme des prolétaires :

« La rétribution inégale de leur effort, le caractère différent de leurs occupations ; la considération qui leur est accordée par leurs employeurs dans certains cas, celle qui découle parfois de leurs fonctions mêmes ; l'autorité qui leur est quelquefois déléguée et qu'ils exercent sans contrôle, l'abus qu'ils peuvent faire de cette dernière ; l'incompréhension totale de leur rôle exact, leur prétention de se situer hors des cadres de leur classe et de s'agréger à la classe adverse ne peuvent rien changer à leur situation sociale. Salariés ou non, ils vivent du produit de leur travail. Ils reçoivent d'un patron, d'un tiers, de l'État la rémunération de leur effort. Ils sont, restent et demeurent des prolétaires. Toutes les subtilités, tous les artifices de

⁴ Peut-être conviendrait-il aujourd'hui de tempérer un peu cette définition. Si tant est que Johnny Halliday vit du « produit de son travail », j'ai quand même du mal à le considérer comme un « prolétaire ».

langage seront impuissants à changer quoi que ce soit à cet état de choses ; et, qu'ils le veulent ou non, tous ces travailleurs sont appelés à s'unir, parce qu'ils ont des intérêts identiques. »

Dans une lettre qu'il écrivit à Élisée Reclus peu avant de mourir, Bakounine dresse les perspectives qui s'ouvrent à la classe ouvrière en ce lendemain de l'écrasement de la Commune de Paris. « La révolution pour le moment est rentrée dans son lit », dit-il, « nous retombons dans la période des évolutions, c'est-à-dire dans celle des révolutions souterraines, invisibles et souvent même insensibles ». Le vieux révolutionnaire laisse donc clairement entendre qu'un cycle est achevé, qu'un autre commence. Il ne s'agit pas d'une adhésion soudaine au réformisme, il s'agit simplement d'un constat. Et si Bakounine écrit cela à Reclus, ce n'est pas pour rien : en effet, ce dernier affirme qu'il n'y a pas de différence de nature entre les concepts d'évolution et de révolution, seulement une différence de rythme : « La science ne voit aucune opposition entre ces deux mots d'Évolution et Révolution, qui se ressemblent si fort. (...) L'Évolution, synonyme de développement graduel, continu, dans les idées et dans les mœurs, est présentée comme si elle était le contraire de cette chose effrayante, la Révolution, qui implique des changements plus ou moins brusques dans les faits ⁵. »

« On peut dire ainsi que l'évolution et la révolution sont les deux actes successifs d'un

⁵ Élisée Reclus, *Évolution et Révolution dans l'idéal anarchiste*.

même phénomène, l'évolution précédant la révolution, et celle-ci précédant une évolution nouvelle, mère de révolutions futures. Un changement peut-il se faire sans amener de soudains déplacements d'équilibre dans la vie ? La révolution ne doit-elle pas nécessairement succéder à l'évolution, de même que l'acte succède à la volonté d'agir ?⁶ »

C'est dans ce sens que Bakounine écrit dans sa lettre à Reclus que « l'heure de la révolution est passée ». Sont en cause les « affreux désastres dont nous avons été les témoins, et les terribles défaites dont nous avons été les plus ou moins coupables victimes » ; mais également « la pensée, l'espérance et la passion révolutionnaires [qui] ne se trouvent absolument pas dans les masses, et quand elles sont absentes, on aura beau se battre les flancs, on ne fera rien ».

Mais le révolutionnaire russe dit encore autre chose dans sa lettre, une chose qui est d'une grande actualité : les États ont accumulé une capacité à réprimer la classe ouvrière qui dépasse de loin la capacité de la classe ouvrière à y résister.

« Jamais la réaction internationale de l'Europe ne fut si formidablement armée contre tout mouvement populaire. Elle a fait de la répression une nouvelle science qu'on enseigne systématiquement dans les écoles militaires aux lieutenants de tous les pays. Et

⁶ *Ibid.*

pour attaquer cette forteresse inexpugnable qu'avons-nous ? Les masses désorganisées. »

La lecture de Reclus et de Bakounine devrait peut-être nous conduire à reconsidérer le concept de « révolution », non pas pour l'écartier, au contraire, mais pour l'enrichir.

Conclusion

Le refus de certains anarchistes du début du XX^e siècle de participer aux luttes revendicatives de la classe ouvrière provenait d'une grave erreur d'analyse : ils pensaient que la révolution serait pour demain, ou du moins après-demain : revendiquer une réduction du temps de travail ou une augmentation des salaires était donc futile, d'autant que ces acquis seraient vite annihilés par le patronat. Seules comptaient les initiatives qui débouchaient directement sur la révolution.

« La crise majeure du capitalisme, le collapsus sociétaire ne s'est pas produit. Les révolutions sociales des cent vingt dernières années sont survenues à la suite de guerre (révolution russe de février 1917), de coup d'État militaire (Espagne 1936), d'affaiblissement du pouvoir d'État (Chute de l'URSS), d'organisations de guérillas paysannes (Cuba et Nicaragua), d'interventions étrangères diverses y compris militaires (Chine), de luttes anticolonialistes (Vietnam). Le Grand Soir, « le jour où tous les pauvres s'y mettront », a été jusqu'à aujourd'hui un rêve apocalyptique.

« Cette réalité implique que les libertaires – et tous les révolutionnaires de l’avenir – doivent concevoir les transformations sociales comme un processus, un mouvement en devenir, une succession d’événements, comportant des compromis, des pauses et des bonds en avant qu’il importe, le plus possible, de maîtriser ⁷. »

Aujourd’hui, les améliorations des conditions d’existence sont peu nombreuses, nous savons que pour la première fois depuis le début de la révolution industrielle les jeunes générations vivront moins bien, moins longtemps, seront moins bien nourries, soignées, logées que la génération précédente. Empêcher cette terrible régression est un véritable objectif révolutionnaire, c’est une *révolution permanente* : « La vraie pratique révolutionnaire n’est pas l’insurrection passagère mais bien une révolution en permanence qu’accomplissent les sociétés et les hommes pour s’emparer de leur souveraineté ⁸. »

La réflexion qu’on peut tirer de la lettre de Bakounine à Élisée Reclus est que le mouvement révolutionnaire d’aujourd’hui a tendance à totalement ignorer les moyens *inimaginables* de surveillance, de contrôle, de manipulation de la population, d’élimination des gêneurs, de répression de masse. Ce constat doit nous conduire à comprendre quelle devra être la physionomie que prendra la révolution de demain : Ce sera une révolution où une masse très importante de la population sera organisée, éduquée,

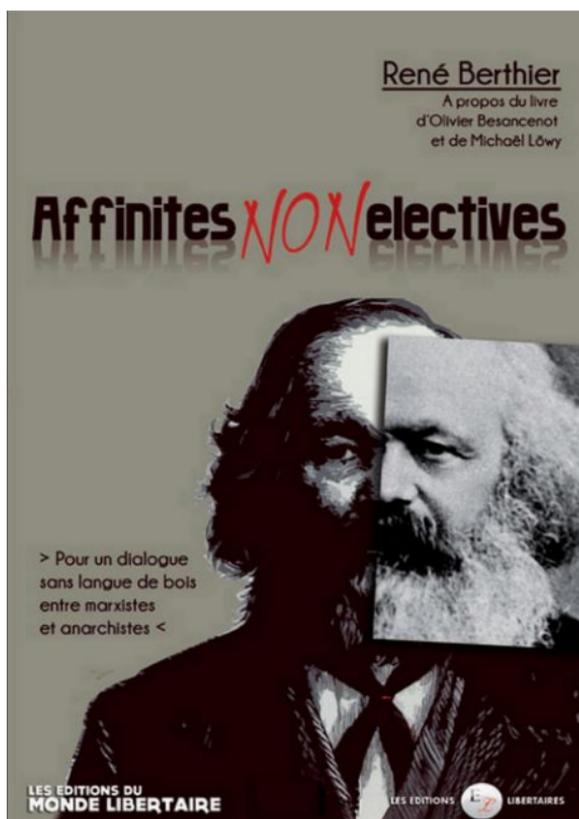
⁷ Jaques Toublet, *loc. cit.* p. 117.

⁸ *Ibid.*, p. 118.

préparée et saura quoi faire pour prendre le contrôle de la société.

La préparation à une telle révolution prendra des dizaines d'années et le mouvement révolutionnaire doit de mettre au travail rapidement en investissant dès à présent tous les espaces où les travailleurs et les citoyens sont en mesure de décider par eux-mêmes des orientations concernant leur existence, en et élargissant ces espaces systématiquement.

Septembre 2016,
Actualisé novembre 2019



Du même auteur :

- ◆ *Affinités non électives*, Éditions libertaires/Éditions du Monde libertaire, 2015.
- ◆ *Octobre 1917 : le Thermidor de la Révolution russe*, Editions du Monde Libertaire (réédition)
- ◆ *Social-democracy & Anarchism*, Anarres Editions, 2015.
- ◆ *La fin de la Première Internationale*, Éditions du Monde libertaire, 2015.
- ◆ *Kropotkine & la Grande Guerre*, Éditions du Monde libertaire, 2014
- ◆ *Lire Stirner*, (Eric Vilain), Editions Lulu.com, mai 2011.
- ◆ Études proudhoniennes : Tome I. *L'économie politique*, Essai, Éditions du Monde libertaire, 2009. Tome II. *La propriété*, Essai, Éditions du Monde libertaire, 2013.
- ◆ Préface à *Michel Bakounine, textes sur la question slave et l'Europe du Nord*. Éditions en ligne lulu.com, 2010
- ◆ *L'anarcho-syndicalisme et l'organisation de la classe ouvrière*, Éditions du Monde libertaire, 2010.
- ◆ « L'expérience de l'Alliance syndicaliste et la critique de la charte d'Amiens » in *Le syndicalisme révolutionnaire, la charte d'Amiens et l'autonomie ouvrière*, Éditions CNT, 2009.
- ◆ *Digressions sur la révolution allemande*, Essai, 2009.
- ◆ *Un voile sur la cause des femmes*, Essai, Éditions du Monde libertaire, 2009.
- ◆ *La Palestine au pied du mur*, Essai, Éditions du Monde libertaire, 2009.
- ◆ *À propos de l'Alliance syndicaliste*, Essai, Éditions No Passaran, 2008.
- ◆ *Octobre 1917. Le Thermidor de la Révolution russe*. Éditions CNT région parisienne, 2003
- ◆ *Israël-Palestine. Mondialisation et micro-nationalismes*. Acratie. 1998.
- ◆ *Ex-Yougoslavie. Ordre mondial et fascisme local*. Co-édition : Monde libertaire-Atelier de création libertaire-Reflex. 1996.
- ◆ *L'Occident et la guerre contre les Arabes. Réflexions sur la guerre du Golfe et le Nouvel ordre mondial*. L'Harmattan. 1994.
- ◆ *Bakounine politique. Révolution et contre-révolution en Europe centrale*. Éditions du Monde libertaire, 1991.